



HAL
open science

Analyse et suites du processus PEP-H20 Nouvelle-Calédonie

Nils Ferrand

► **To cite this version:**

Nils Ferrand. Analyse et suites du processus PEP-H20 Nouvelle-Calédonie. IRSTEA. 2019, 10 p.
hal-04234012

HAL Id: hal-04234012

<https://hal.inrae.fr/hal-04234012>

Submitted on 9 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Analyse et suites du processus PEP-H2O Nouvelle-Calédonie

Nils.Ferrand@irstea.fr, 12-15 juin 2019

UMR Gestion Eau Acteurs Usages, Montpellier

Mission réalisée sur fonds propres G-EAU et avec le soutien de l'IAC et du programme GOUTTE, en collaboration avec Caroline Lejars et Séverine Bouard

Table des matières

Contenu	1
Cadre de la mission	1
Remerciements	1
Consultations PEP-H2O	2
Synthèse des retours d'analyse du processus PEP-H2O	3
Retour d'analyse NF	5
Remarques générales	5
Propositions spécifiques (NF)	5
Remarques sur la stratégie PEP-H2O en l'état	5
Stratégie de partenariat	8

Cadre de la mission

Cette mission a été initiée en interne par l'UMR G-EAU (N. Ferrand, C. Lejars) pour évaluer le déroulement et l'impact du processus de planification participative mis en place en Nouvelle-Calédonie en 2018 et ayant induit une « Politique de l'Eau Partagée » publiée début 2019. Il fait suite en partie aux actions mises en place à partir de 2015 avec l'Institut Agronomique Calédonien (Séverine Bouard) dans le cadre d'un projet Fonds Pacifique (coord. Katherine Daniell, ANU, AU) portant sur la gestion de l'eau dans le Pacifique, et ayant amené formation et accompagnement sur les aspects participatifs du projet de barrage de Pouembout (coord. Locale Marion Bois, Province Nord). La méthode COOPLAN de l'équipe CoOPLAaGE G-EAU avait été transférée et réutilisée, ainsi qu'un modèle-jeu développé et diffusé. Elle a servi auparavant pour cadrer la stratégie « Eau » du CGE de la Province Nord ; puis a été reprise partiellement pour le forum de l'eau H2O d'avril 2018.

Par ailleurs, la dimension de gestion de l'eau en terre coutumière étant très significative, une collaboration a été établie avec le programme GOUTTE, et la collaboration avec l'IAC reste centrale dans cette dynamique.

Une stagiaire en sciences politiques, chargée de la poursuite de la partie analytique de cette étude, sera accueillie en NC avec l'IAC du 15 juillet au 15 novembre. Cette mission visait aussi à cadrer sa venue et son travail.

La mission elle-même n'a duré que 4 jours, du 12 au 15 juin 2019, insérée dans le cadre d'un déplacement Australie et Pacifique pris en charge dans un autre projet.

A noter que la semaine même de mission a vu les élections au congrès avec une courte majorité aux loyalistes, mais sans élection du président. La situation politique nationale est très instable et partagée, en lien évident avec la séquences des référendums et le jeu des alliances afférentes.

Remerciements

Cette mission a été rendue possible par le soutien de l'UMR G-EAU (budget Irstea - Dir. Olivier Barreteau, DU Irstea Laetitia Guerin) et celui du programme GOUTTE.

La logistique a été facilitée par Séverine Bouard et Delphine Coulangue (IAC).

Que toutes les personnes rencontrées (listées ci-dessous) soient remerciées pour leur disponibilité et l'ouverture dans les échanges. L'équipe de la DAVAR (Dir. Gérard Fallon, SDE Geoffroy Wotling, MISE Jérôme Betrancourt) a par ailleurs permis d'étendre le périmètre et d'envisager des suites opérationnelles.

Synthèse des retours d'analyse du processus PEP-H2O

La mission d'analyse du processus PEP-H2O visait en premier lieu à évaluer le déroulement de la planification participative ayant mobilisé en partie la méthode COOPLAN. Dans ce mouvement des remarques ont été aussi recueillies sur la suite, ainsi que des propositions. Par ailleurs une session de présentation et réflexion méthodologique a eu lieu avec la MISE. Les compte-rendu individuels sont anonymes et fondés sur une trame commune d'entretien.

Ces éléments correspondent à des points soulevés par certains enquêtés. Il s'agit d'une agrégation.

- Sur le processus PEP-H2O (préparation – réunions thématiques - forum – réunions territoriales - post-traitement – valorisation politique)
 - Pilotage majeur de Nicolas Metzdorf et de son cabinet
 - Dynamique globale très appréciée – Remettre l'eau au centre après 30 ans sans rien.
 - Manque de focalisation sur les questions vitales : p.e. eau potable en tribu.
 - Trop fort focus sur eau et agriculture. Déficit d'attention sur tourisme et industrie. Peu de questions sur la santé liée à l'eau.
 - Sentiment de répétition de production d'actions et de plans pour les animateurs actifs depuis le départ
 - Processus très / trop rapide. Pression temporelle liée à l'agenda politique avant nouvelles élections.
 - Très fort investissement des co-animateurs, avec satisfaction de la collaboration, mais manque de reconnaissance
 - Faible présence en général du monde agricole, des coutumiers (sauf réunions locales), des miniers, de la société civile, des BE techniques.
 - Agriculteurs peu actifs, alors « qu'on leur déroule le tapis rouge »
 - Les « gens des communes » ont exprimé leur isolement
 - Peu de surprises majeures dans les réunions locales (6 réunions), mais quelques points saillants sur tarification dont la police serait souhaitée parfois y compris en tribu.

- o « rétropédalage » perçu entre expertise avant forum et organisation du forum comme « opération de comm »
- o Très bonne satisfaction globale sur le forum, perçu comme participatif et engageant, facile d'accès, et bien animé
- o Très fort travail des animateurs durant le forum
- o Manque d'engagement de certains services dans les Province.
- o Perceptions contrastées et divergentes du contenu exact de la consultation durant le forum : objectifs ou actions ?
- o Très faible (re-)connaissance du processus réel de traitement et production du document final hors réseau proche de la DAVAR : énorme investissement final mais aussi centralisation de l'écriture
- o Quantification formelle du tableau de synthèse réalisé par la DAVAR, à dire d'expert
- o Bonne reconnaissance du rôle positif du BE Zoltan Khan sur l'animation et la conduite, mais critiques sur la composante technique de son apport dans le domaine de l'eau
- o Méthodo forum dans le flou complet quelques jours avant. Apport Caroline Lejars en dernière minute.
- o Place et rôle de la Calédonienne des Eaux controversé : fort soutien (personnel, financement, données) et présence, parfois perçu comme un conflit d'intérêt et un pré-positionnement. Compétents mais intéressés.
- o Questions de gouvernance, financement et juridique aujourd'hui prioritaires
- o Enjeux de tarification et recouvrement au centre des discussions institutionnelles. Des demandes sur conditions de paiement – ou non – de l'eau par les usagers, en particulier pour les zones coutumières où l'eau est réputée appropriée
- o Controverse sur statut de l'eau en terres coutumières : parfois inconnu des coutumiers eux-mêmes, à ne pas remettre en question pour certains, à compléter par une police interne de l'eau pour d'autres, critique pour tous.
- o Autres focus eau évoqués : feu, érosion, espèces envahissantes
- o Les questions de police de l'eau beaucoup ressorties
- o Comparaison évoquée entre processus planification CGE Province Nord et PEP-H20 (postérieur) – *A creuser*
- o Fiches actions type COOPLAN compréhensibles et utiles. Traitement compliqué.
- o Forum : rôle fort de l'animateur et de son pilotage
- o Manque de séances avec les populations
- o Méconnaissance mutuelle des dispositifs mis en œuvre : comités de l'eau, compagnons de l'eau, chèque eau.
- o Recherche sollicitée - apprécié
- o Discussion sur le coût élevé du forum
- o Bénéfice actuel très discuté. En général rien en l'état car manque de priorités.
- Sur la stratégie PEP-H20 actuelle et sa mise en œuvre en cours
 - o Document très important pour engager la suite, et poser l'eau au centre
 - o Eviter la répétition de 2008 et l'abandon ultérieur des suites
 - o Sentiment général d'accumulation sans priorisation : trop d'actions, pas vraiment de stratégie
 - o Plan considéré généralement comme infaisable en l'état, et non commencé
 - o Des acteurs ont déjà engagé des actions, sans forcément coordonner
 - o « chantier énorme » à prévoir avec les communes
 - o Rôle de la mine minimisé

- o 150l/j/p pas forcément pertinent partout
- o Trop creux sur aménagement du territoire
- o Des compétences et rôles à redistribuer – des gens sous-employés dans certaines administrations
- o Défauts de communication post-forum vers participants, sur processus et avancées
- o Certains n'ont pas reçu le document.
- o Personne ne l'a lu, hors 3 ou 4 personnes à la DAVAR
- o A renforcer le rôle des communes et des coutumiers
- o Difficultés sur partage des données, prévu au plan
- o Dissonances perçues dans le processus de mise en œuvre actuel : retrait de la Pr. Nord de la délégation de gestion, position DASS,
- o Gros enjeu visibilité et mise en œuvre rapide. Démontrer que ça bouge.
- Recommandations issues des entretiens (non coordonnées, non hiérarchisées) :
 - o Fixer la date nouveau forum
 - o Sortir de budgets séparés des divers services.
 - o Faire ressortir les actions coordonnées
 - o Rapidement identifier le membre du gouvernement en charge de l'eau
 - o Référentiel technique sur solutions eau, à construire et partager
 - o Mieux prendre en compte les scénarios de changement climatique (cf. modèle IRD)
 - o Affranchir les communes de l'influence des BE □ création STAC
 - o Mettre en priorité le statut de l'eau et un code de l'eau
 - o Actions concrètes, de terrain
 - o Privilégier des actions fondées sur la nature – mieux utiliser les écosystèmes
 - o S'inspirer rapidement des structures mises en place en France ou dans les DOM
 - o Former à la participation
 - o Réduire et fluidifier les contraintes administratives
 - o Aller écouter les gens
 - o Mettre en place des observateurs de l'eau et des « alerteurs »
 - o Préciser / renforcer rôle et lien avec Agence Rurale

Retour d'analyse NF

Remarques générales

- Le processus COOPPLAN n'a été appliqué qu'à 50%. Les matrices d'intégration, les places du marché, la distribution analytique des ressources, l'analyse faisabilité / efficience n'ont pas été réalisées. Cela explique en partie l'état actuel faiblement hiérarchisé.
- Enorme base d'actions. Enorme travail analytique porté par quelques personnes au final, en particulier pour une quantification des actions.
- Très fort pilotage DAVAR, mais besoin d'une autorité administrative supérieure qui impose réellement une remise en musique des énergies sur des bases financières et opérationnelles communes. Quelle autorité peut cela ?
- Participation intermédiaire. Pas de niveau communautaire ouvert. Pas d'engagement effectif des populations, y compris dans les groupes plus techniques p.e. agriculteurs.
- Faiblesse apparente de l'appropriation coutumière
- Contenu très institutionnel. Enjeux inter-institutionnels dominants.
- Focalisation cadre technico-financier de l'eau : enjeux économiques très présents. Solutions à coût nul non abordées.
- Besoin très important de formation sur GIRE, participation, ingénierie institutionnelle.

- Approches intégrées globales à produire d'urgence en recouplant les divers enjeux : lien AT, processus politique, enjeux sociaux, santé publique, autonomie alimentaire. Hormis sur la re-use les solutions évoquées semblent parfois un peu classiques.
- Urgence de l'intervention « visible » et du transfert politique dans un contexte de changement de gouvernement.
- Apport et inspiration à voir d'urgence côté acquis institutionnels FR et autres pays.

Propositions spécifiques (NF)

- Schéma fonctionnel intégratif liant les actions et permettant une double priorisation :
 - Séquentielle
 - Préférentielle
- Reclassifier les actions selon leur typologie de concernés et leur niveau d'impact direct
- Finaliser COOPLAN au moins pour une partie, et potentiellement en repartant d'en bas
- Labellisation globale des actions eau
- Identifier un coordinateur national avec pouvoir inter-institutionnel
- Académie / école / institut de l'eau en NC
- Appui expertise distante en base G-EAU
- PrePAR multi-institutionnel
- Intégration par le bas
 - Enquête besoins locaux + coconstruction ascendante
- Dispositif général type WAG-NC incluant une forte expertise AEP / assainissement / agriculture / risque
- Suivi-évaluation : fondamental pour les besoins institutionnels et pour la visibilité d'avancement à tous niveaux.
- Aider à planifier PROTEGE

Remarques sur la stratégie PEP-H2O en l'état

Ces remarques sont faites avec à l'esprit la question de l'opérationnalisation sociale du dispositif et de sa coordination avec le changement inter-institutionnel. Elles ajoutent évidemment des actions nouvelles dans un plan déjà considéré comme pléthorique et peu hiérarchisé, mais leur finalité est justement d'aider à la pondération des actions et à leur positionnement dans un champ d'action plus rapidement réalisable. La dimension participative verticale renforcée est évidemment importante.

De façon générale, le « retard » relatif de la NC peut devenir un atout si les démarches futures d'appuient réellement sur les expériences et apprentissages passés des pays déjà très engagés dans une gestion et une gouvernance avancées de l'eau : France, Europe, Australie, NZ, etc. Il peut s'agir ici de « sauter » des étapes intermédiaires et éviter des erreurs connues.

- OS1 – Captages / ressources / milieux
 - Remarques :
 - 1.1.3 usages, ok, mais besoins ?
 - Scénarios alternatifs réalistes et faisabilité des usages : domestique, agricole, minier, etc.
 - Rôle du coutumier dans les modes de protection ?
 - Analyse cycle complet eau ? ACV territoriale eau ?
 - Propositions :
 - Requalifier les besoins sur la base d'options de changement et adaptation aux contextes nouveaux : climat, économie, cadre social.

- Raisonner de façon très intégrée sur le nexus biodiversité / alimentation (agriculture) / énergie / santé.
 - Modalités nouvelles de police des milieux, incluant le coutumier comme levier de protection
- OS2 – Eau potable
 - Remarques :
 - 150 litres, ok, mais jamais plus de 250 litres. Cadre à diffuser.
 - Vérifier les conditions exactes locales en terme de santé publique (susceptibilité aux pathogènes et adaptation des normes) + hiérarchie des problèmes liés à l'eau (p.e. Leptospirose)
 - 2.4 il existe d'autres solutions que tarifaires
 - Propositions :
 - Lister et hiérarchiser les communautés « critiques »
 - Apprendre des australiens (NSW, VIC) qui ont réussi à réduire de ½ les consommations domestiques en quelques années
 - Sensibiliser via une ouverture sur des scénarios « arides » d'autres pays
 - Evaluer localement la faisabilité de solutions techniques autogérées
 - Développer l'auto-contrôle de qualité avec des moyens simples
- OS3 – Hydro-éco-citoyens
 - Remarques
 - Vers coutumier, communication ou co-construction ?
 - Hydro-éco-citoyens dans une hydro-éco-communauté : organisation locale ? Comités locaux de l'eau ?
 - Connaissance des approches coutumières de l'eau : protection, usage, valeur, histoire ?
 - Approche eau virtuelle / eau embarquée ?
 - Propositions
 - Questionner localement les questions de tarification vs. bien-être
 - Agora de l'eau dans les communes avec mise en visibilité de la situation locale réelle
 - Académie / école calédonienne de l'eau
 - Cursus universitaire additionnel avec l'UNC
 - Généralisation d'une stratégie globale d'apport de la participation pour la gestion de l'eau
 - Dispositif national grand-public d'approche raisonnée et stratégique des questions d'eau, issu du « modèle / jeu VKP » conçu avec IAC □ jeu multi-cibles permettant non seulement de sensibiliser mais aussi de hiérarchiser les options d'intervention. (3.3.2 & autres)
 - 3.3.1. corps de médiateurs : cursus à construire, statut à faire reconnaître
- OS4 – zéro rejet
 - Remarques
 - 4.1.3 Sur l'assainissement « surfacique », planifier les terrains
 - Assainissements semi-collectifs auto-gérés ?
 - 4.2.4 Reuse □ négociation avec les usagers possibles ?
 - Imposer raccordement des particuliers : pertinence comparative ?
 - Propositions
 - Proposer, adapter et diffuser l'outil Waste-WAG sur approches communautaires de l'assainissement (cf. 4.1.2)

- Stratégie d'accompagnement social de la Reuse pour les usages adéquats.
- OS5 – Aménagement
 - Remarques
 - Modèle territorial global eau – aménagement en multi-échelles ?
 - Notion d'aménagement à discuter anthropologiquement
 - Risques : état de l'art vulnérabilité / résilience NC (RESCCUE ?).
 - Résilience adaptative traditionnelle ? Caractéristiques locales de la vulnérabilité ?
 - Subsidiarité / prééminence des instruments de régulation
 - Propositions
 - Coconcevoir et valider un modèle commun support de concertation
 - Cas pilotes simulés pour formation et conception à divers niveaux
- OS6 – Agriculture / alimentation
 - Remarques
 - Questionnement pertinence élevage / régime carné vs. eau ?
 - 6.2. focus pratique vs. eau ?
 - Questions pollution / qualité ?
 - Approche consommateurs ? (cf. OS3)
 - Filière export non impactante sur besoins locaux (6.4.2) ?
 - Propositions
 - Aller vers des cahiers techniques nationaux alimentation & eau
 - S'inspirer des démarches intégrées territoriales françaises sur nouvelles retenues (dir. Royal 2015)
 - Fermes / zones expérimentales de démonstration
 - Développer et valoriser un label national « eau » (type Water Stewardship) (6.6)
 - Co-concevoir localement des associations d'usagers de l'eau
 - Reuse agricole (cf. OS4)
 - Aquaponie (6.5.5) ?
- OTB – Data Eau
 - Remarques
 - Pas aspects SHS de l'eau : représentations, préférences, comportements
 - Pas de protocoles sociaux et politiques réels de décision locale dans les divers types de territoires
 - Pas de collecte et observatoires participatifs
 - Pas d'analyse des impacts sociaux du changement climatique
 - Propositions :
 - Catégoriser par analyse socio-anthropologique et expérimentation sociale les modes de production des connaissances et décisions
 - Analyser les impacts des référentiels et normes de police environnementale sur les populations
 - Concevoir un observatoire de l'eau grand-public engageant et actif dans le suivi de l'eau par les populations
- OTC – compétences
 - Remarques :
 - Pas d'analyse des compétences locales « profanes »
 - Scénario global sur rôles et mobilisation des acteurs ?
 - Rien sur éducation primaire / secondaire / universitaire

- Renforcement à prévoir sur ingénierie de la gouvernance et organisation inter-institutionnelle
 - OTC3.4 □ compétences citoyennes ?
- o Propositions :
 - Formalisation du profil et du rôle MISE inter-établissement
 - Appel à compétences locales distribuées hors institutions
 - Planification type PrePAR sur rôles et engagement dans scénario MeOe PEP
 - Stratégie éducative étendue via formation intermédiaire des enseignants
 - Stratégie conjointe renforcée avec réseau Policy Analytics & Eau + Australie ANU
- OTD – gouvernance
 - o Remarques :
 - Approche « service » dominante. Quid de la « communauté » et « culture » de l'eau ?
 - Enjeu financier et économique à pondérer par rapport à une adaptation des besoins et une baisse effective des coûts
 - Inspiration et apprentissage critique à renforcer sur situations similaires institutionnellement et culturellement en France et dans pays de développement socio-économique et culturel, et contraintes environnementales, similaires (DOM tropicaux FR, pays zone Pacifique)
 - Australie, Israël trop différents
 - Cadre légal commun (droit latin mais enjeux coutumiers, vs. common law)
 - Après 50 ans d'Agences en France et des institutions stabilisées (SDAGE, SAGE, Contrats de rivières, etc) la participation est renforcée partout. Faire un « saut quantique » dans le schéma ?
 - (trs 128) Produire des plans ne suffit pas. Faire appliquer et co-engager « d'en bas » est critique.
 - (trs 130-133) Origine des analyses ? Validation socio-expérimentale ?
 - o Propositions :
 - Compléter le tour d'horizon expert des enjeux de gouvernance avec référence aux expériences passées
 - Organiser un large processus de simulation participative multi-niveaux de la gouvernance pour valider et discuter les choix d'organisation
 - Réfléchir explicitement l'éventail des actions possibles à coût d'intervention nul ou minime : participation, autonomisation

Stratégie de partenariat

2 phases : 1. Analyse / spécification, puis 2. Accompagnement opérationnel.

La phase Analyse / Spécification est proposée dès 2019 pour accompagner les urgences actuelles de la PEP-H2O : maintien du mandat politique et appropriation poursuivie, hiérarchisation des actions, opérationnalisation, impact et visibilité rapide, et coordination effective des acteurs.

Le partenariat est centré sur une collaboration UMR G-EAU (Irstea / CIRAD / IRD / AgroParisTech / Supagro) & IAC, avec des liens possibles avec l'Australian National University (partenariat stratégique > 15 ans double sur gouvernance participative de l'eau et appui décisionnel sur les politiques).

Les actions cibles proposées sont :

1. Etablir un codiagnostic « ascendant » fondé sur des analyses terrain, proches des communes, coutumiers, habitants, et utilisant enquêtes et WAG-NC
2. Développer WAG-NC à partir de WAG VKP et intégrant l'ensemble des problématiques
3. Construire un modèle fonctionnel croisant les actions et les recatégorisant et hiérarchisant en lien avec les ressources et les enjeux.
4. COconcevoir et étendre une dispositif de suivi-évaluation permettant de piloter l'ensemble des actions labellisées PEP-H2O – appui méthodo et informatique DAVAR (P. Winchester ?)
5. Formation adaptée au besoin, incluant référence renforcée sur cadre institutionnel et financier
6. PrePAR interinstitutionnel reposant les rôles futurs, la gouvernance.
7. Groupe d'expertise distant (visio + G-EAU) sur questions à la demande.

Les étapes proposées sont les suivantes :

1. (Mission analytique initiale Nils Ferrand – juin 2019)
2. Mission de formalisation Caroline Lejars – juillet 2019
3. Stage analyse politique publique & processus participatifs Marine Pizette : juillet – novembre 2019
4. Coaching / appui distant sur gouvernance / organisation / financement : équipe G-EAU
5. Mission appui opérationnel et formation : Nils Ferrand sept – oct 2019

La phase d'accompagnement opérationnel sera engagée sur la base des travaux 2019 de co-conception du programme et avec des cofinancements à préciser.

Options de cofinancement à considérer

- CPS PROTEGE
- Fonds Pacifique (MAE)
- Projet Policy Analytics + ANU AU (CNRS, PSL, Irstea)
- Belmont Forum
- AFB
- AFD
- Agences de l'Eau en France (coop. Décentralisée ?)
- Missions d'appui état (cadre Irstea vers Haut-Commissariat / DAFE)

Equipe pilote

- IAC
 - Séverine Bouard
- UMR G-EAU
 - Nils Ferrand
 - Caroline Lejars

Plus de 100 experts et compétences sur l'ensemble des questions touchant à la gestion et la gouvernance de l'eau : GIRE, agriculture / irrigation, REUT, économie, droit, sciences politiques, etc sont mobilisables dans l'UMR G-EAU.

Budget action 2019

- 10 jours expert : 8800 €
- Mission : 4000 €

Option : ½ journée expertise en visio, par expert présent (dont préparation) : 800€

Annexe : protocole de consultation PEP-H2O réalisé

Personnes enquêtées selon protocole (ordre alphabétique) – l'agenda s'est construit sur la base des disponibilités effectives sur une période de mission très courte :

- Roger Avril, HydroConseil
- Stéphane Balayre, DAVAR
- Philippe Bonnefois, Province Sud
- Sylvie Chailleux, Province Nord
- Frédéric Cesa, Calédonienne des Eaux
- Philippe de Greslan, NOREVE
- Emma Do Khac, WWF
- Gérard Fallon, DAVAR
- Cyrille Goarant, Institut Pasteur
- Rémy Meuret, Province Nord
- Kahina Meziani, Calédonienne des Eaux
- Benjamin Roger, CPS - PROTEGE
- Pearl Winchester, DAVAR
- Geoffroy Wotling, DAVAR

Autres personnes rencontrées (ordre alphabétique) :

- Leila Apithy, Province Nord
- Jérôme Bétrancourt, DAVAR – MISE
- Christophe Laroche, DAVAR
- XXX, Province Sud (Agriculture)
- YYY, DAVAR
- Hugues Ravenel, Météo France
- Anne-Claire Roudaut-Goarant, Gouvernement

Contacts initiés, sans rencontre durant la mission :

- Séverine Bouard, IAC
- Zoltan Khan
- Marion Bois, Province Nord
- Jean-Luc Bernard-Colombat, DAFE
- Pierre Genthon, IRD

Lacunes urgentes dans ces enquêtes :

- Représentants coutumiers
- Autres départements gouvernement non rencontrés : DASS, Affaires coutumières
- Maires
- Pilotage politique actuel

Demandes sans réponse (mais tardives) :

- Nicolas Metzdorf, congrès
- Didier Poidyalwane, congrès